

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2025-0166 du 13 janvier 2025
relatif à l'exploitation de la chaufferie urbaine située au 63 rue Ardoin à Saint-Ouen
par la société Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU)**

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre I du Livre V du code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux, et activités soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la République du 6 novembre 2024 nommant Monsieur Julien CHARLES, préfet de la Seine-Saint-Denis ;

Vu le décret du président de la République du 9 décembre 2024 nommant Madame Vanessa SEDDIK, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 octobre 1987, complété par les arrêtés complémentaires n° 99-4717 du 17 novembre 1999, n° 05-3405 du 28 juillet 2005, n° 05-4501 du 11 octobre 2005, n° 09-1357 du 20 mai 2009, n° 09-3635 du 22 décembre 2009, n° 2014-1992 du 31 juillet 2014, 2014-2966 du 27 octobre 2014, n° 2014-3325 du 26 novembre 2014, n° 2015-1931 du 27 juillet 2015, n° 2015-3111 du 13 novembre 2015, n° 2017- 2688 du 15 septembre 2017, n° 2018-1163 du 22 mai 2018, n° 2022-0110 du 11 janvier 2022 et n° 2022-1546 du 07 juin 2022 réglementant les activités de la société CPCU ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-0001 du 6 janvier 2025 portant délégation de signature de Madame Vanessa SEDDIK, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

Vu la demande de la CPCU du 17 juillet 2024 de modification de la valeur limite d'émission (VLE) en CO pour la chaufferie Saint-Ouen II (chaudières 3 et 4) sise 63, rue Ardoin à Saint-Ouen-sur-Seine (93400), avec un passage de 100 mg/m³ à 150 mg/m³, accompagnée d'une note d'analyse des émissions de CO lors des essais 100 % pellets et inerte.2 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 novembre 2024 proposant d'accorder la demande de modification susvisée par arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu la lettre préfectorale du 12 décembre 2024, notifiée à la CPCU l'informant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire et lui proposant de formuler ses observations sur le projet précité dans un délai de quinze jours ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Considérant que l'inspection des installations classées a validé le 22 novembre 2024 la demande de modification de la VLE pour la chaufferie Saint-Ouen II (chaudières 3 et 4), cette modification étant compatible avec la réglementation nationale et européenne avec les contraintes sanitaires, et correspondant à un optimum technique ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que ces activités ne présentent aucun des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

A R R E T E

Article 1 - généralités : La compagnie parisienne de chauffage urbain dont le siège social est situé 185 rue de Bercy à Paris (75012), devra se conformer à l'article 2 du présent arrêté, à compter de la notification, pour ses installations classées sises 63 rue Ardoin à Saint-Ouen-sur-Seine (93400).

Article 2 : Les valeurs indiquées dans le premier tableau de l'article 3.2.6.2-I-B de l'arrêté préfectoral n° 2015-3111 du 13 novembre 2015 sont remplacées par les valeurs modifiées (indiquées en gras) dans le tableau suivant :

Biomasse seule :

➤ Poussières totales, CO, SO₂, NO_x et NH₃

Paramètre	Valeur limite d'émission journalière mg/Nm ³	Valeur limite d'émission mensuelle mg/Nm ³ et/ou périodique	Valeur limite d'émission annuelle mg/Nm ³	Valeur limite d'émission en flux horaire en kg/h
Poussières totales	16	15	10	5,10
CO	150	150	150	34
SO ₂ , si teneur en soufre > 0,1 %	200	200	100	68
SO ₂ , si teneur en soufre < 0,1 %	85	85	50	28,9
NO _x	200	165	150	51
NH ₃	15	15	15	5,1

Article 3 - notification : Le présent arrêté sera notifié à la CPCU par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 - publicité : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-Saint-Denis ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Une copie du présent arrêté sera adressée au maire de Saint-Ouen-sur-Seine et pourra y être consultée.

Article 5 - délais et voies de recours : 1°- Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être contestée, dans le délai de deux mois prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil :

- soit au moyen de l'application « TELERECOURS » à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;

- soit en y déposant directement un recours.

2°- En application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou d'un recours hiérarchique la ministre de la Transition écologique, du Climat, de l'Energie et de la Prévention des risques. Cette démarche prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

Article 6 - réclamation : Conformément à l'article R. 181-52 du code de l'environnement, les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Article 7 - exécution de l'arrêté préfectoral : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de Saint-Denis et la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,
La sous-préfète chargée de mission
auprès du préfet, secrétaire générale adjointe
chargée de l'arrondissement chef-lieu


Vanessa SEDDIK

